

BRÈVES - AFRIQUE DE L'EST ET OCÉAN INDIEN DU 1 AU 7 JANVIER 2020

FAITS SAILLANTS

- **Régional** : les arriérés des gouvernements pèseront sur le secteur bancaire en Afrique en 2020 selon *Moody's*
- **Ethiopie** : lancement du premier satellite d'observation éthiopien
- **Erythrée** : soutien financier européen de 95 MEUR
- **Kenya** : approbation de la première culture d'organismes génétiquement modifiés
- **Rwanda** : création d'un fonds pour la construction de routes à Kigali
- **Soudan** : approbation du budget pour l'année 2020
- **Tanzanie** : augmentation de la dette nationale à 22,5 Mds USD en novembre 2019

BRÈVES REGIONALES

▪ **La hausse des arriérés de paiement des gouvernements pèsera sur le secteur bancaire en Afrique en 2020 selon *Moody's*.** Dans son rapport du 9 décembre 2019, *Moody's* a dégradé de « stables » à « négatives » ses perspectives sur le secteur bancaire en Afrique en 2020. En effet, la hausse des arriérés de paiement des gouvernements envers ses fournisseurs devrait augmenter les taux de prêts non-performants (*NPLs*) et ralentir la croissance du crédit au secteur privé. Toutefois, la plupart des banques maintiendront des niveaux élevés de fonds propres, et les capacités de financement et de gestion des engagements de court terme en monnaie locale, resteront solides dans la plupart des pays. *Moody's* note que les banques mauriciennes et kenyanes seront parmi les plus résilientes. Au Kenya, les *NPLs* resteront élevés en raison de l'accumulation d'arriérés de l'Etat, les problèmes financiers des entreprises et le recours accru aux prêts à la suite de la levée du plafonnement des taux. En Tanzanie, les arriérés du gouvernement et la reconnaissance tardive de certains *NPLs* pourraient dégrader la qualité des prêts.

BRÈVES PAYS

ETHIOPIE

▪ **Lancement du premier satellite d'observation éthiopien.** Le 20 décembre 2019, l'Éthiopie a lancé son premier satellite d'observation depuis la province du Shanxi, en Chine. Financé en grande partie par la Chine (6 MUSD pour un coût total de 8 MUSD), ce satellite a pour objectif de recueillir des données sur l'eau, l'agriculture, les mines, le changement climatique et l'environnement. Cette opération devrait également permettre à l'Éthiopie d'économiser jusqu'à 11 MUSD par an d'achat d'images satellites à l'étranger, ce qui apparaît bienvenu dans un contexte d'attrition des réserves de la Banque centrale. L'Éthiopie rejoint le club fermé des pays africains détenteurs de satellites d'observation aux côtés de l'Égypte, du Soudan, de l'Algérie, du Maroc, du Ghana et du Kenya.

ÉRYTHRÉE

▪ **Soutien financier européen de 95 MEUR.** L'Union européenne a octroyé trois subventions d'un montant total de 95 MEUR à l'Érythrée, au titre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Il s'agit de i) 30 MEUR pour la création d'emplois agricoles durables et le renforcement de la sécurité alimentaire, ii) 60 MEUR pour la deuxième phase du projet de réhabilitation des routes entre l'Érythrée et l'Éthiopie et iii) 5 MEUR pour le renforcement des dispositifs statistiques et macroéconomiques nationaux, actuellement déficients.

KENYA

▪ **Approbation de la première culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM).** Le 19 décembre 2019, le Kenya a décidé d'autoriser la commercialisation du coton génétiquement modifié. Alors que les OGM sont interdits dans le pays depuis 2012, cette exemption s'expliquerait par l'aboutissement des expérimentations en plein champ pour le coton BT (variété créée par la firme américaine Monsanto, désormais Bayer) et la volonté du gouvernement de redynamiser la production de textile et de vêtements au Kenya, en faisant revivre son industrie cotonnière et en créant des emplois dans les zones de culture. Le Kenya devient le 5^{ème} pays à autoriser la culture du coton OGM en Afrique, après l'Afrique du Sud (fin d'années 1990), le Soudan (2012), le Nigéria (2019) et l'Éthiopie (2019). Par

ailleurs, l'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique à autoriser les cultures OGM à des fins alimentaires (maïs, soja), des recherches se poursuivent dans une dizaine de pays dont le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

▪ **Trafic record de containers dans les ports de Mombasa et Nairobi en 2019.** Le principal port du Kenya et la porte d'entrée pour de nombreux pays enclavés d'Afrique de l'Est, a enregistré en 2019 un trafic record avec plus de 1,4 millions de containers, soit une augmentation du trafic de 7,3% par rapport à l'année précédente. Cette performance s'explique notamment par une croissance sans précédent des activités de transit et de transbordement. En parallèle, le débit de fret du port sec d'Embakasi à Nairobi a augmenté de plus de 60 % en un an. Cette évolution est principalement due à la mise en place et l'augmentation des fréquences de la ligne de chemin de fer (SGR) Mombasa – Nairobi, qui a réorienté une grande partie du fret vers le port sec.

RWANDA

▪ **Création d'un fonds pour la construction de routes à Kigali.** La mairie de Kigali, en partenariat avec l'agence rwandaise de développement des transports, a annoncé le 30 décembre, le lancement d'un fonds de co-financement des routes urbaines. Actuellement, les routes de Kigali, majoritairement en pistes de terre, sont financées par la mise en commun des ressources des habitants d'un quartier. Ce fonds vise ainsi à compléter ces ressources afin d'accélérer le développement des routes dans la ville.

▪ **Délais dans l'expansion de la flotte de RwandAir.** La compagnie aérienne avait prévu, début 2019, de prendre livraison dans l'année de trois Airbus et d'un Boeing. La commande auprès de Boeing du modèle 737 Max, impliqué dans le récent accident d'*Ethiopian Airlines*, a été mise en suspens. Concernant les Airbus, le délai de livraison serait dû à un retard de construction. Par conséquent, la compagnie aérienne a été contrainte de réduire le nombre de vols effectués afin de continuer à desservir toutes ses destinations à intervalle moins régulier. Aucune nouvelle destination ne sera annoncée avant que la flotte ne soit élargie.

SOUDAN

▪ **Approbation du budget pour l'année 2020.** Le 29 décembre 2019, le projet du budget 2020 a été approuvé conjointement par le conseil des ministres et le conseil de souveraineté. Si le déficit courant est estimé à 16 Mds de SDG, soit 0,7 % du PIB, le déficit total pourrait atteindre 3,5 % du PIB. Le budget alloué aux dépenses de défense et de la sécurité a été fortement réduit puisqu'il ne représenterait que 10 % du total des dépenses alors que dans le même temps, les dépenses de santé et d'éducation atteindraient 16 %. Face à l'opposition de sa base politique, le ministre des finances a renoncé à lever les subventions, annonçant l'organisation, en mars prochain, d'une conférence économique pour débattre de la question. Ces subventions, qui représentent le principal poste de dépenses avec 36 % du total, sont estimées à environ 190 Mds de SDG.

TANZANIE

▪ **Augmentation de la dette nationale à 22,5 Mds USD en novembre 2019.** Le ministre des Finances et de la Planification, M. Philip Mpango, a indiqué que la croissance des emprunts pour financer les grands projets d'infrastructures en Tanzanie se traduisait par l'augmentation de la dette publique, passée de 20,2 Mds USD en novembre 2018 à 22,5 Mds USD en novembre 2019, soit une augmentation de 11,7 %. Le gouvernement a attribué cette évolution à l'augmentation du recours à l'emprunt pour financer le programme d'investissement national et compenser la réduction de l'aide extérieure. La dette de la Tanzanie, qui représente 39 % du PIB, reste jugée soutenable par le FMI.